

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

NBC PARIS S.A.

Société Anonyme à conseil d'administration.
Siège social : 8 avenue Percier 75008 Paris
948 423 207 R.C.S. Paris

Exercice social du 1er janvier au 31 décembre 2024

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale du 22 mai 2025

I. — Bilan.
(En euros.)

Bilan Actif	2024	2023 (*)	Var. en Montant	Var. en %
Caisse, banque centrale, CCP	5,234,251	372,542	4,861,709	1305%
Immobilisations corporelles	51,211	40,795	10,416	26%
Immobilisations financières	76,125	75,000	1,125	2%
Autres actifs	1,742,556	907,388	835,168	92%
Comptes de régularisation	76,125	137,438	-61,313	-45%
Total de l'actif	7,180,269	1,533,164	5,647,105	368%

Bilan passif	2 024	2023 (*)	Var. en Montant	Var. en %
Dettes financières diverses, dont :	3,125,090	1,288,634	1,836,456	143%
- Groupes et associés	3,125,090	1,288,634	1,836,456	143%
Autres passifs	1,185,907	125,617	1,060,290	844%
Capitaux propres				
Capital souscrit	2,537,000	37,000	2,500,000	6757%
Réserve légale	4,095.65			
Report à nouveau (+/-)	77,817.56		77,818	
Résultat de l'exercice (+/-)	250,359	81,913	168,446	206%
Total Capitaux propres	2,869,272	118,913		
Total du passif	7,180,269	1,533,164	5,647,105	368%

Hors bilan	2024	2023	Var. en Montant	Var. en %
Engagements donnés				
Engagements de financement	Néant	Néant	n.a.	n.a.
Engagements de garantie	Néant	Néant	n.a.	n.a.
Engagements reçus				
Engagements de financement	Néant	Néant	n.a.	n.a.
Engagements de garantie	Néant	Néant	n.a.	n.a.
Engagements sur titres	Néant	Néant	n.a.	n.a.

(*) Premier exercice couvrant la période du 30 Janvier au 31 Décembre 2023

II. — Compte de résultat.

(En Euros)	2024	2023 (*)	Var. en Montant	Var. en%
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4,413,453	901,388	3,512,065	390%
- Autres charges d'exploitation bancaire	(8,504)		-8,504	
Produit net bancaire	4,404,949	901,388	3,503,561	389%
Charges générales d'exploitation, dont :	(4,046,222)	(775,660)	-3,270,562	422%
- Charges externes	(1,250,425)	(422,650)	-827,775	196%
- Charges de personnel	(2,791,100)	(348,228)	-2,442,872	702%
- Impôts et taxes	(4,697)		-4,697	
- Autres charges d'exploitation		(4,762)	4,762	-100%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(10,967)	(2,933)	-8,034	274%
Résultat brut d'exploitation	347,760	122,795	224,965	183%
+/-Coût du risque				
Résultat d'exploitation	347,760	122,795	224,965	183%
+/-Gains ou pertes sur actifs immobilisés		(13,578)	13,578	-100%
Résultat courant avant impôt	347,760	109,217	238,543	218%
+/-Résultat exceptionnel	(43)		-43	
- Impôt sur les bénéfices	(97,358)	(27,304)	-70,054	257%
+/-Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées				
Résultat net	250,359	81,913	168,446	206%
Résultat par action	0.10	2.21	-2.12	-96%
Résultat dilué par action	0.10	2.21	-2.12	-96%

(*) Premier exercice couvrant la période du 30 Janvier au 31 Décembre 2023.

III. — Annexes.**Chapitre 1. – Présentation de la société et faits marquants de l'exercice.**

1.1. Présentation de la société. — NBC PARIS SAS, constituée le 30/01/2023, est une filiale de la Banque Nationale du Canada.

La société est inscrite au registre du commerce et des sociétés en France sous le numéro 948 423 207. Le siège social est situé au 8 Avenue Percier, 75008 Paris.

L'activité de la société consiste à fournir des prestations de services administratifs, financiers et commerciaux pour les sociétés de son groupe.

1.2. Faits marquants de la société. — En vue d'exercer une activité réglementée, la société a obtenu le 17 avril 2024 l'agrément définitif de la part de l'ACPR afin d'exercer les activités suivantes :

- Réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers sur les instruments financiers des catégories C1 (Obligations), C2 (Bons du Trésor) et C4 (Produits Dérivés);
- Exécution d'ordres pour le compte de tiers sur les instruments financiers des catégories C1, C2 et C4 ;
- Conseil en investissement sur les instruments financiers des catégories C1, C2 et C4 ;
- Placement non garanti sur les instruments financiers des catégories C1 et C2.

Dans ce cadre, la société a signé en juin 2024 un accord avec la Banque Nationale du Canada et la Financière Banque Nationale qui stipule les conditions dans lesquelles de NBC Paris fournira ses prestations de services à ces deux sociétés.

En application de ce contrat, la société a facturé un chiffre d'affaires de 4 082 393 euros au titre de l'année 2024, contre 901 388 euros pour la période précédente.

Par ailleurs, divers coûts supportés par NBC Paris et imputables à l'activité de sa maison-mère, la Banque Nationale du Canada, ont été refacturés pour un montant global de 331 041 euros en 2024 et ce produit a été comptabilisé en transferts de charge.

Au cours de l'année 2024, la société mère, la Banque Nationale du Canada, a consenti des avances de trésorerie d'un montant total de 1 836 456 euros à NBC Paris SA, destinées à couvrir le fonds de roulement de la société.

En avril 2024, la société a également procédé à une augmentation de capital de 2 500 000 euros, intégralement souscrite par la Banque Nationale du Canada.

1.3. Événements postérieurs à la clôture. — En janvier 2025, la société a commencé son activité de réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers sur les instruments financiers de type Obligations Quasi-étatiques et Bons du Trésor, et a démarré ses activités sur le marché primaire en avril 2025.

Chapitre 2. – Principes, règles et méthodes comptables.

2.1. Règles générales. — Les états financiers ont été établis en conformité avec la version consolidée des règlements ANC n°2014-03 et ANC n° 2014-07 relatifs au plan comptable général et aux établissements de crédit.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes du Plan Comptable Général et aux dispositions spécifiques aux entreprises de crédit, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

2.2. Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés selon la méthode linéaire en fonction de la durée de vie estimée d'utilisation des biens concernés.

Nature des biens immobilisés	Durée d'amortissement
Installations générales et agencements	20 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

2.3. Immobilisations financières. — Les immobilisations financières correspondent à des dépôts de garantie des locaux loués.

2.4. Créances et Dettes. — Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.5. Opérations en devises. — Au cours de l'exercice, les dettes et créances en devise sont comptabilisées au cours du jour de l'opération.

Les dettes et créances libellées en monnaies étrangères existant à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

2.6. Provisions. — Les provisions sont comptabilisées dès lors qu'il apparaît un passif dont l'échéance ou le montant ne peut pas être déterminé de façon précise.

Le passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.7. Paiement fondés sur des actions (ci après « UAR »)

2.7.1. Période d'amortissement de la dépense. — La comptabilisation de la dépense débute durant la période de services rendus sur laquelle l'octroi en UAR est basé.

2.7.2. Méthode d'amortissement de la dépense. — La dépense comptable d'un paiement fondé sur actions est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits. Lorsque l'acquisition se fait graduellement, chaque tranche de droits est considérée de façon distincte et amortie sur la période sur laquelle elle est acquise.

Chapitre 3. – Créances, Dettes, Charges à payer, Produits à recevoir et Charges constatées d'avance.**3.1. Etat des échéances des créances et dettes au 31/12/2024.****3.1.a. Créances au 31/12/2024 :**

Etat des créances (En euros)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	76,125		76,125
Total de l'actif immobilisé	76,125	0	76,125
De l'actif circulant:			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1,449,984	1,449,984	
Créances représent. de titres prêtés ou mis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	13,000	13,000	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	537	537	
Etat - Impôt sur les bénéfices			
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	261,192	261,192	
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat - Divers			
Débiteurs divers	17,844	17,844	
Total de l'actif circulant	1,742,556	1,742,556	
Charges constatées d'avance	76,125	76,125	
Total général	1,818,681	76,125	

Les créances client sont constituées des factures dues par le Groupe dans le cadre du contrat de prestations de service mis en place avec NBC Paris.

Les charges constatées d'avance représentent le loyer des locaux loués du premier trimestre 2025.

3.1.b. Dettes au 31/12/2024 :

Etat des dettes (En euros)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et cinq ans au plus	A plus de cinq ans
Emprunts obligataire convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédits				
- à un an maximum à l'origine				
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Groupe et associés	3,125,090	3,125,090		
Personnel et comptes rattachés	317,011	317,011		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	428,765	428,765		
Impôt sur les bénéfices	70,054	70,054		
Taxe sur la valeur ajoutée	1,396	1,396		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	4,204	4,204		
Autres dettes	364,477	364,477		
Dettes représent. de titres empruntés				
Produits d'avance				
Total général	4,310,997	4,310,997		

Les dettes auprès du Groupe sont constituées d'avances trésorerie accordées en 2023 et 2024 pour financer le fonds de roulement de la société.

Les dettes de personnel représentent les provisions pour la partie variable de la rémunération des employés de la société, ainsi que les dettes de congés payés.

Les autres dettes représentent la partie non payée des dettes auprès des fournisseurs de la société.

3.2. Charges à payer et produits à recevoir au 31/12/2024.

3.2.a. Charges à payer au 31/12/2024 :

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan (En euros)	2024	2023	Var. en Montant	Var. en%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Groupe et associés				
Personnel et comptes rattachés				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	222,230	12,313	209,917	1705%
Dettes fiscales et sociales	427,597	24,577	403,020	1640%
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Disponibilités, charges à payer				
Autres dettes	4,204		4,204	
Total	654,030	36,890	617,140	1673%

3.2.b. Produits à recevoir au 31/12/2024 :

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan (En euros)	2024	2 023	Var. en Montant	Var. en%
Immobilisations financières				
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	282,847	907,388	-624,541	-69%
Personnel et comptes rattachés				
Organismes sociaux				
Etat				
Divers produits à recevoir				
Autres créances				
Valeurs mobilières de placements				
Disponibilités				
Total	282,847	907,388		

Les produits à recevoir représentent la partie non encore facturées des prestations réalisées par NBC Paris dans le cadre du contrat avec la Banque Nationale du Canada et la Financière Banque Nationale.

3.3. Charges constatées d'avance :

Charges constatées d'avance	2024	2023	Var. en Montant	Var. en%
Charges ou produits d'exploitation	76,125	137,438	-61,313	-45%
Charges ou produits financiers				
Charges ou produits exceptionnels				
Total	76,125	137,438	(61,313)	-45%

Ainsi que mentionné précédemment, les charges constatées d'avance sont uniquement constituées du loyer des bureaux pour le premier trimestre 2025.

3.4. Paiements fondés sur des actions. — Au 31 décembre 2024, la dette constituée par les engagements de paiement fondés sur les actions est de 94 600 euros bruts, soit 135 751 euros charges sociales incluses.

Chapitre 4. – Notes sur le bilan et le compte de résultat.

4.1. Actif immobilisé. — L'entité possède un actif immobilisé d'une valeur de 141 455 euros dont 65 330 euros d'immobilisations corporelles et 76 125 euros d'immobilisations financières.

— **Variation des valeurs Brutes :**

Actif immobilisé (En euros)	31/12/2023 A l'ouverture	Acquisitions	Cessions	31/12/2024 A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	43,728	21,602		65,330
Immobilisations financières	75,000	1,125		76,125
Total	118,728	22,727	0	141,455

— **Mouvement des amortissements et provisions :**

Amortissements et provisions (En euros)	31/12/2023 A l'ouverture	Augmentation	Diminution	31/12/2024 A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	2,933	11,186		14,119
Titres mis en équivalence				
Autres immobilisations financières				
Total	2,933	11,186	0	14,119

— **Détail des immobilisations (incorporelles et corporelles) et amortissements en fin de période :**

Nature des biens immobilisés (En euros)	Montant brut	Amortissements	Valeur nette	Durée d'amortissement
Installations générales et agencements	18,301	(1,675)	16,626	20 ans
Matériel de bureau et informatique	36,954	(12,191)	24,762	3 ans
Mobilier	10,075	(252)	9,823	10 ans
Total	65,330	(14,119)	51,211	

4.2. Capital social. — Le capital social se compose de 2 537 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées.

4.3. Capitaux propres. — Les capitaux propres sont composés du capital social de 2 537 000 euros ; du report à nouveau de 81 913 euros et du résultat positif de l'exercice 2024 à hauteur de 250 359 euros.

4.4. Tableau de variation des capitaux propres. — Les mouvements des capitaux propres au cours de l'exercice se présentent comme suit :

Actif immobilisé (en euros)	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Clôture de l'exercice
Capital social	37,000	2,500,000		2,537,000
Réserve légale		4,096		4,096
Report à nouveau		77,817		77,817
Résultat exercice 31/12/2023	81,913		(81,913)	
Résultat exercice 31/12/2024		250,359		250,359
Total	118,913	2,832,272	(81,913)	2,869,272

Le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élève à 250 359 euros.

4.5. Provisions pour risques et charges. — Néant.

4.6. Charges et produits financiers. — Néant.

4.7. Charges et produits exceptionnels. — Le résultat exceptionnel, qui s'élève à 42 euros, est constitué des différences de lettrage lors du rapprochement des comptes de bilan.

Chapitre 5. – Autres informations.

5.1. Informations sur les dirigeants. — Aucune information n'est communiquée dans la mesure où cela reviendrait à donner une information individuelle.

5.2. Effectif salarié. — Au 31/12/2024, la société emploie 8 salariés. L'effectif équivalent temps plein moyen sur la période était de 5.6 salariés.

5.3. Comptes consolidés. — La Banque Nationale du Canada, dont le siège est situé au 600, rue de la Gauchetière Ouest, Montréal, Québec, Canada, intègre globalement les comptes de la société dans ses comptes consolidés.

5.4. Chiffre d'affaires. — Durant l'exercice, la société a généré un chiffre d'affaires total de 4 082 393 euros ; constitué des prestations de services facturées à la Financière Banque Nationale, une filiale de la Banque Nationale du Canada, domiciliée au Canada.

Les autres produits représentent des refacturations de coûts effectuées vers la Banque Nationale du Canada, en partie pour des loyers de bureaux, et en partie pour des frais de personnel.

5.5. Résultat fiscal. — Le résultat fiscal de l'exercice est bénéficiaire à hauteur de 250 359 euros et est soumis au taux de l'impôt sur les sociétés de 25%. La charge d'impôts sur les sociétés qui en résulte est de 97 358 euros.

5.6. Engagements pris en matière de retraite. — L'engagement de la société vis-à-vis de ses salariés en matière d'indemnité de fin de carrière n'est pas comptabilisé au 31/12/2024, celui-ci étant considéré comme non significatif ; du fait de la très faible ancienneté des salariés.

IV. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société NBC Paris

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NBC Paris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre société n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 7 mai 2025.
Le Commissaire aux comptes :

Deloitte & Associés :
Marjorie Blanc LOURME.